

## Rapport au Conseil national – 23 juin 2017 – Pierre Laurent

---

Cher-e-s camarades,

Permettez-moi avant tout d'adresser mes sentiments de fraternité les plus chaleureux à l'ensemble des communistes. Toutes et tous viennent de traverser, avec beaucoup de combativité et d'esprit de responsabilité, une année politique complexe et difficile à vivre. Je veux leur dire que tous leurs efforts, les gestes militants produits, toutes les idées semées, les contacts noués, tout portera ses fruits. Rien de ce que nous avons fait ensemble ne sera vain. Je veux tout particulièrement féliciter nos candidates et candidats, et tous ceux qui les ont accompagnés dans leurs campagnes, singulièrement nos secrétaires départementaux, et saluer le travail conduit tout au long de l'année, notamment pour les élections législatives par le secteur Élections sous la conduite de Pascal Savoldelli et le secteur Vie du Parti sous la conduite d'Émilie Lecroq. Et je veux enfin, évidemment, en votre nom à tous, saluer les onze députés communistes élus, qui vont porter notre voix et nos combats durant cinq années. Ils seront très précieux pour unir dans le combat les forces d'opposition sociales et démocratiques à Macron, au Parlement comme dans le pays. Vous le savez, les onze députés formeront le nouveau groupe GDR avec des députés ultramarins. Ils ont proposé hier de travailler à une liaison ou à toute forme de coordination avec le groupe des Insoumis. Notre confiance leur est acquise. Nous allons pouvoir compter sur un groupe combatif, créatif, renouvelé et rajeuni. Il y a neuf nouveaux députés parmi les onze. J'ajoute que nous pouvons également compter sur l'entrée au Parlement européen d'une nouvelle députée européenne dans la circonscription du grand sud-ouest, Marie-Pierre Vieu. C'est aussi cela le résultat d'une année d'engagement des communistes dans tout le pays.

Je veux dire ensuite que ce rapport a été rédigé à chaud, nous sommes cinq jours seulement après la fin du cycle électoral. Il est donc une entrée dans un débat qui va durer, sûrement pas un aboutissement. Il était tout de même indispensable que nous portions une première analyse et que nous prenions des décisions immédiates. Ce rapport est le fruit des propositions que j'ai livrées devant le CEN mardi et de la discussion collective de travail que nous avons eue. J'ai essayé de tenir compte de cette très riche discussion, mais la vérité m'oblige à dire qu'il n'engage pas le CEN sur toutes les questions. Le temps de la synthèse était trop court. J'assume la part d'engagement personnel qu'il comporte. De toute façon, la période qui s'annonce nécessitera l'engagement de tous, dans le respect et la fraternité, mais avec franchise et courage.

J'en viens au cœur de mon propos. Pour problématiser notre travail, je préfère aller droit au but. Je ne me livrerai pas à une analyse détaillée de tous les aspects de la situation. Les problèmes sont trop lourds et trop nombreux. Nous rencontrerons également cet écueil avec le CN, face aux immenses enjeux de la période. Le temps sera lui aussi trop court, comme le temps imparti à chacune de vos interventions. Je ferai donc des propositions sur le processus de travail dans lequel nous devons nous engager. Et c'est en particulier là-dessus que je vous demanderai de vous prononcer.

Pour être franc, je pense que ce qui vient de se passer dans la société, et pour notre parti, appelle à repenser très profondément deux questions :

- la nature, le rythme, l'ampleur et l'ambition des transformations du Parti ;

- les conditions de la reconstruction progressive d'une perspective majoritaire de changement progressiste.

Je veux faire quatre remarques préliminaires :

1) La situation créée par les deux élections présidentielle et législatives est un séisme électoral et politique inédit sous la V<sup>e</sup> République.

C'est une nouvelle période politique qui s'ouvre, non stabilisée, en quelque sorte l'année zéro d'une recomposition appelée à connaître d'autres épisodes. Pour tirer des enseignements politiques, prendre les bonnes décisions, nous ne pouvons nous en tenir à l'analyse de nos résultats, ou même analyser nos résultats en dehors de ce qui a été bouleversé autour de nous. Les questions posées sont plus globales, plus exceptionnelles que d'habitude. Tout doit être repensé, réétudié : l'état de la société, des clivages de classe, à l'heure d'une mondialisation capitaliste en plein chaos, le nouveau paysage politique, la nature des nouvelles forces en présence, les conditions de construction d'une nouvelle majorité politique de changement à partir de cette situation, la question de la gauche, de son état et de son avenir... Et pouvoir ainsi repenser utilement notre rôle et notre avenir dans ces conditions bouleversées. C'est donc une réflexion d'ampleur à laquelle nous sommes appelés.

2) La situation n'est pas stabilisée. La recomposition va durer. D'énormes contradictions demeurent.

Et l'une de ces contradictions est au cœur de la situation : le camp libéral recomposé, avec Macron, En marche et le Modem, a remporté une écrasante victoire. Cette victoire, il l'a obtenue en réussissant à capter à son profit un ras-le-bol très profond à l'égard de la société actuelle, d'immenses besoins de changement politique, parfois très contradictoires, une volonté de déverrouillage démocratique. Ces attentes travaillent en vérité des pans entiers de la société française depuis 2005. L'attelage du pouvoir est instable, parce qu'il y a une énorme contradiction entre ce captage politique, ce hold-up réussi par Macron et les attentes de progrès social, écologique et démocratique qui sont toujours là. La situation peut vite mettre en évidence le décalage criant entre les pouvoirs quasi absolus de l'exécutif et d'un Président, que les médias surnomment déjà communément « Jupiter », et l'état réel du pays et des attentes citoyennes. Il y a beaucoup d'incertitude sur l'avenir de la coalition politique présidentielle à l'intérieur même de cette force : l'épisode récent du remaniement ministériel et du départ de François Bayrou en est l'illustration.

La politique Macron ne répondra pas à ces attentes dans la durée, parce que son logiciel reste celui du service des intérêts capitalistes financiers. La contradiction est appelée à s'aiguiser, sans que l'on puisse dire de quel côté elle peut se dénouer. C'est l'objet du combat politique en cours. Mais travailler ces contradictions, pour agir en s'appuyant sur les forces qui cherchent ou ont intérêt à des issues positives, est décisif. Notre travail n'est pas seulement de s'opposer, mais d'aider les travailleurs, les citoyens qui y ont intérêt à trouver les chemins de leur émancipation sociale et démocratique. Nous devons d'abord nous exprimer à partir de ce que cherche la société, et nous centrer en premier lieu sur cela.

3) Nous sommes directement interpellés par ces bouleversements. La question de l'avenir du Parti est posée.

Nous ne sommes pas les seuls à être remis en cause. Un immense chantier de reconstruction est face à nous et à toutes les forces de transformation sociale. La gauche sort atomisée de ce séisme

après cinq ans d'un quinquennat qui a préparé cette explosion. Le PS et EELV sont au tapis. L'émergence de la FI cristallise la recherche d'une réponse nouvelle à cette crise de la gauche, mais soulève d'autres questions sur l'avenir possible d'un projet majoritaire. Nous-mêmes sommes très affaiblis. Nos résultats législatifs sont un échec grave en termes de voix et de crédibilité nationale. L'élection de onze députés est une très bonne nouvelle dans ce contexte. Elle fait de nous une des forces qui a résisté à la tornade. Nos militants ont tenu bon et mené des campagnes courageuses. Nous pouvons et devons jouer un rôle dans la reconstruction à venir, à condition de procéder à des changements profonds, en quelque sorte à notre propre révolution politique.

Le bilan de l'année écoulée doit être absolument débattu, sans tabou. Il nous faudra démêler ce qui a relevé de notre gestion politique de l'échéance présidentielle, et des questions plus structurelles sur l'avenir de notre combat et celui du Parti.

Il est évident que les choix que nous avons faits pour l'élection présidentielle ne nous ont pas permis de dénouer les difficultés et de déjouer les dangers que nous avons identifiés. Un regard critique sur cette année est donc nécessaire. En même temps, l'année révèle tout à la fois la persistance d'un large espace politique pour les idées de transformation sociale que nous contribuons à développer, et des impasses politiques qui demeurent voire s'aggravent. Notre bilan doit donc chercher à remonter à la racine des problèmes qui nous sont posés. Nous devons évaluer nos expériences depuis le Front de gauche, les points marqués et nos erreurs ; mais comprendre aussi plus fondamentalement la profondeur des colères populaires et la difficulté que nous avons à les porter jusqu'à la conscience politique d'un intérêt commun de tous les dominés. Comprendre les potentiels comme les obstacles à la reconstruction d'une conscience de classe, les penser dans leur dimension internationale. Comprendre les nouveaux phénomènes politiques néo-populistes, qui ne sont plus l'apanage du Front national, mais sur lesquels Macron a lui aussi construit son mouvement, et que Jean-Luc Mélenchon et la France insoumise revendiquent sous l'appellation de « populisme de gauche ». Comprendre enfin les transformations de la politique et des formes d'engagement, singulièrement dans la jeunesse et les nouvelles catégories sociales émergentes.

Le problème central pour nous n'est pas de nous penser principalement par rapport à la FI, même si celle-ci s'est installée à un niveau significatif sur un terrain que nous disputons nous-mêmes. Je crois en réalité que, pour l'heure, aucune des forces en présence n'est en mesure de relever l'énorme défi de reconquête face à Macron et de reconstruction d'une perspective majoritaire de gauche. Nous avons surtout à penser par nous-mêmes cette situation, avec tous ceux qui sont disponibles, et ils sont nombreux, pour reconstruire une stratégie et des pratiques de conquêtes et de victoires durables pour la transformation sociale, et un parti communiste du XXI<sup>e</sup> siècle utile à atteindre ces objectifs. Ce chantier et les réponses qu'il doit faire émerger restent à construire, ce qui ne veut pas dire que notre point de départ soit une feuille blanche, loin s'en faut.

4) Nous affronterons les défis de cette nouvelle période dans la riposte et l'action pour reconstruire. Il ne saurait être question de rentrer en conclave ou en hibernation. Nous allons être au front tout de suite. Je crois d'ailleurs que l'action et les luttes sont une condition de la reconstruction politique, y compris de nos propres réinventions. Je ferai donc des propositions pour que nous engagions ces ripostes, en lien avec nos parlementaires, d'autant que le pouvoir veut frapper vite et fort dès cet été. Je crois que nous devons le faire avec esprit de suite. Les fronts de riposte que nous devons déployer doivent s'inscrire dans la durée pour devenir de véritables chantiers de reconstruction alternative, et créer de nouveaux espaces politiques d'engagement.

Ainsi, chers camarades, vous l'aurez compris, je pense qu'il nous faut une remise en cause, une réinvention profonde, sérieuse qui demandera du temps. Je pense en même temps que les questions ne peuvent attendre, et que le signal de l'audace doit être immédiat et fort. Je vous proposerai donc des décisions concrètes sur l'agenda, la méthode et l'ambition de notre travail. Cet agenda et cette méthode doivent garantir que tous les choix, à chaque étape, seront mis entre les mains des communistes.

Avant d'en venir à ces propositions pour l'avenir du Parti et nos initiatives de riposte à la politique Macron, je veux souligner quelques points supplémentaires utiles pour prendre toute la mesure du séisme politique qui vient de se produire.

### **Tous les scénarii déjoués**

La première mesure de ce tremblement de terre nous est donnée par les Français. Ils ont déjoué tous les pronostics, à commencer par le match Hollande-Sarkozy qui n'a jamais eu lieu. Les primaires étaient là pour les installer. Les Français les ont instrumentalisés pour changer le casting présidentiel, ce qui fait beaucoup réfléchir sur l'usage même de ces primaires dans le contexte d'une présidentialisation exacerbée.

### **Un cocktail détonant**

Le cocktail explosif qui a fait voler en éclats le paysage politique est divers. Il mélange beaucoup d'exaspération devant la dégradation des conditions de vie sociale, devant les inégalités indécentes, devant les mensonges politiques à répétition, devant les gâchis d'une société qui ne ménagent ni les humains, ni la planète. Il conjugue aussi la montée de la peur et des inquiétudes face à l'avenir, face au monde, face à la menace du terrorisme. Il marie le brouillage des repères politiques, la dilution des repères de classe dans le monde du travail et aussi une forte poussée de « démagisme », utilisée comme un exutoire très contradictoire contre un système politique jamais clairement défini, par des forces aussi diverses que En marche !, la France insoumise ou le Front national.

Il existe en France un désir de changement majoritaire vers plus d'honnêteté en politique, plus de justice sociale, de démocratie réelle, de paix et de sécurité, de respect de l'environnement. Notre peuple aspire au renouveau des choix politiques, de la politique elle-même. Interrogé sur ses aspirations au fil des enquêtes, il répond de plus en plus positivement à des mesures ou des propositions clairement ancrées « à gauche ». Que ce soit sur les questions sociales, économiques ou sociétales. Nous l'avons-nous-mêmes constaté dans l'enquête que nous avons initiée « Que demande le peuple », malgré toutes ses limites.

Mais, il s'identifie de moins en moins à ce mot de « gauche », identifié à Hollande, au Parti socialiste et aux désillusions que les expériences de gauche, notamment la politique du dernier quinquennat, ont engendrées. Ainsi, le clivage droite/gauche est aujourd'hui profondément brouillé. La rhétorique de Macron, ses choix dans la composition du gouvernement, accentuent ce brouillage.

Faut-il s'en accommoder, comme s'il s'agissait là seulement « du vieux monde » ? Ou plutôt chercher à redonner du sens à tout cela ? Et comment ? À partir de quels grands repères émancipateurs dans le XXI<sup>e</sup> siècle ? Ces débats sont pour nous sur la table.

## **Le sens du vote Macron. Et maintenant quelle opposition ?**

Les déceptions successives font monter chez les gens le besoin du neuf en politique et du nécessaire rassemblement pour le porter et réussir. Tout ce qui divise est mal vécu. Tout ce qui apparaît comme une posture de critique systématique est condamné. Tout ce qui apparaît comme une querelle politicienne est désavoué. Nos concitoyens veulent des solutions et pas des critiques. Ils veulent le rassemblement, l'unité et pas la division.

Tout ceci explique le succès de Macron qui, avec l'appui des milieux financiers et leurs réseaux politiques ou médiatiques, a su capter à son profit ces aspirations, les détourner tout en apportant une réponse : Macron possède un atout que n'avaient ni Sarkozy ni Hollande. Il ne représente pas un clan, un camp, mais un rassemblement, un mouvement.

Pour autant, son projet politique n'a pas fatalement partie gagnée dans la durée, et les résultats électoraux eux-mêmes traduisent les limites et les contradictions auxquelles le Président et le gouvernement vont être confrontés : Macron a été élu avec 24 % seulement des voix au premier tour et, au second, avec les bulletins de vote de citoyens, dont nous sommes, qui refusaient l'accession possible au pouvoir de Marine Le Pen.

Même constat concernant les élections législatives : Macron a bénéficié au maximum de l'effet levier du quinquennat et l'inversion du calendrier : « La République en Marche ! » devient la première force politique sur la métropole avec 6 032 689 voix et 27,94 % des exprimés, mais accuse une perte de 2 234 385 sur le score de Macron à la présidentielle.

## **La signification de l'abstention**

L'abstention massive à l'élection législative montre les fragilités du projet présidentiel. L'abstention a cette fois cumulé l'exacerbation de la logique présidentialiste depuis l'instauration du quinquennat et une défiance attentiste à l'égard du nouveau pouvoir. Résultat : elle atteint un record avec 51,29 % des inscrits, pulvérisant pour la première fois aux législatives le mur des 50 %.

Le Premier ministre et les divers porte-parole de LREM ont minimisé ce fait inquiétant pour asseoir la légitimité sur les pourcentages de voix exprimées et le nombre de députés élu-e-s. Or, avec 29 % de différence, cette élection de 2017 sanctionne la plus grosse chute de participation entre un 1<sup>er</sup> tour de présidentielle et un 1<sup>er</sup> tour de législatives depuis que ces élections se suivent à 7 semaines d'intervalle. Les moins de 50 ans, les ouvriers et les employés, les moins diplômés, les revenus inférieurs au salaire médian forment les grosses cohortes des abstentionnistes.

## **Le Front national entre progression record et coup d'arrêt**

Chose nouvelle, avec seulement la participation de 43 % de ses électeurs du 1<sup>er</sup> tour de la présidentielle, l'abstention frappe aussi très durement l'électorat du FN, pourtant challenger de 2<sup>e</sup> tour du Président élu.

Le Front national est dans une situation paradoxale. Sa progression a été extrêmement importante dans ces élections. En même temps, l'échec du 2<sup>nd</sup> tour et les débats internes marquent une forme de coup d'arrêt, et il ne parvient pas à former un groupe, contrairement à nous et à la France insoumise.

Le FN a connu avec ces élections législatives un net reflux avec la perte de 4 564 347 voix et 8,09 % des exprimés par rapport à la présidentielle, passant du rang de 2<sup>e</sup> force politique à celui de 3<sup>e</sup>

force, malgré une présence dans toutes les circonscriptions de métropole. Il régresse aussi par rapport aux législatives de 2012, passant de 14,01 % des exprimés à 13,43 % et perdant 586 485 voix.

Cependant, il reste la 1<sup>re</sup> force chez les ouvriers (29 %) et chez celles et ceux qui gagnent moins de 1 250 €/mois (25 %). N'en concluons donc surtout pas que la menace aurait disparu. Elle reste à un très haut niveau pour la suite.

La bataille que nous avons menée avec le livre *Front national l'imposture*, qui a fait l'objet d'une multitude de débats partout en France, le positionnement au soir du premier tour de l'élection présidentielle ont contribué, pour leur part, à ce reflux, ou à cette progression heureusement maîtrisée et, surtout, à être identifiés ou ré-identifiés dans le champ politique comme un parti responsable qui ne transige pas avec des valeurs essentielles. Nous devons amplifier ce travail.

### **Les partis de droite ébranlés**

Le séisme politique frappe de plein fouet la droite dite républicaine : affaiblie par l'épisode des primaires, puis par une campagne présidentielle marquée par le « Pénélope gate » et les affaires, LR et l'UDI réunissent, aux élections législatives 4 070 408 voix et 18,85 % des exprimés, soit une perte de 3 368 353 voix et 11 % sur 2012.

LR et UDI ne rassemblent que 46 % des électeurs s'affirmant de droite. L'électorat de cette droite puise l'essentiel de sa force chez les plus de 60 ans : 28 % chez les 60-69 ans et 34 % chez les plus de 70 ans. La résilience de la droite LR-UDI repose sur le vieillissement du corps électoral et sur le fait que l'abstention soit nettement plus faible dans ces classes d'âges.

### **Le PS et EELV atomisés**

La gauche, dans son ensemble, sort considérablement affaiblie et divisée de cette séquence électorale. L'effondrement et le discrédit du PS rejaillissent sur toute la gauche et la tire globalement vers le bas. PS et Verts sont face à une crise existentielle qui peut leur être fatale.

Les Verts sont politiquement et provisoirement éliminés, très paradoxalement au moment même où leurs idées sont devenues hégémoniques dans une grande part du champ politique et que la personnalité la plus populaire du gouvernement s'appelle Nicolas Hulot.

Le PS est explosé. Avec ses satellites PRG et MDC, il obtient un score de 1 726 628 voix et 8 % des exprimés sur la métropole, à rapprocher des 8 616 137 et 34,62 % de 2012. S'il se redresse légèrement par rapport à la présidentielle, il passe du rang de 1<sup>re</sup> force électorale du pays en 2012 à celui de 5<sup>e</sup> force. Personne ne peut dire aujourd'hui ce qui va se passer. La direction du PS a démissionné et vient de repousser la mise en place d'une direction provisoire. Personne n'en connaît les équilibres. La tendance d'un vote d'abstention du groupe socialiste lors du vote de confiance à l'Assemblée nationale semble acquise.

Nous nous dirigeons probablement vers des prises d'initiatives éclatées. Benoît Hamon organise déjà un rassemblement le 1<sup>er</sup> juillet, pelouse de Reuilly à Paris, pour créer un mouvement trans-partisan.

Une chose est sûre, nous assistons à la fin, peut-être provisoire, mais pour l'heure bien réelle, d'une séquence politique de près de quarante ans, marquée par l'alternance d'une gauche dominée par le PS et d'une droite dominée par la droite UDR/UMP/LR-UDI. Les forces libérales

dominantes sont à la recherche d'un nouveau modèle politique français, teinté de grande coalition à la française et de néo-populisme présidentialisé.

Après la prise du pouvoir gaulliste en 1958, l'arrivée de la gauche en 1981 et la longue plongée dans les alternances à répétition et les déceptions toujours plus vives qu'elles ont engendrées, nous entrons dans un troisième temps de la V<sup>e</sup> République, qui aura des conséquences sur toutes les échéances à venir avant 2022, à commencer par les sénatoriales.

### **La nature du régime présidentiel au cœur de la crise démocratique.**

La dévalorisation des élections législatives, comme des élections locales, atteint la cote d'alerte. La participation aux élections législatives a chuté de 16 % depuis 1997, dernières législatives avant le quinquennat. À cela s'ajoutent la déformation des modes de scrutin et l'écrasement du débat par le temps présidentiel. Résultat, l'Assemblée nationale présentée comme celle du renouveau déforme comme jamais la représentation du pays.

Je pense que nous devrions en tirer deux conclusions : intensifier de manière beaucoup plus permanente et efficace notre bataille pour la démocratisation institutionnelle. Je ferai une proposition immédiate à ce sujet ; anticiper différemment la bataille présidentielle dans laquelle nous avons subi deux échecs en 2002 et 2007, et dans laquelle nous avons soutenu Mélenchon en 2012 avec le Front de gauche et en 2017 dans des conditions que personne, je crois, ne souhaite renouveler parmi les communistes.

### **Approfondir le débat sur les partis et les formes d'engagement, d'organisation et de représentation politique.**

Les mêmes qui crient à la mort des partis en créent sur de nouveaux modèles, mixant une implication numérique décentralisée, une concentration des lieux de décision, et l'imposition de marques fortes utilisant toutes les techniques du marketing politique numérique. Notre parti, riche d'idées, fortement militant, implanté localement, reste lui sous-doté en moyens numériques et manque de cohérence, de visibilité et d'efficacité nationale. Nous n'avons pas à copier des modèles qui relèguent la souveraineté et l'initiative individuelle. Au contraire, nous avons à inventer nous-mêmes une nouvelle forme de parti, un nouveau modèle d'organisation additionnant un fort pouvoir militant, décentralisé et impliqué démocratiquement, et une cohérence, une réactivité, une visibilité nationale profondément repensées, utilisant tout à la fois les pratiques militantes de proximité, une communication modernisée et les nouveaux potentiels numériques, en inventant de nouveaux usages numériques au service de nos objectifs. Nous avons d'ailleurs à développer l'appropriation sociale et militante des usages numériques pour inventer de nouveaux modèles d'information et de communication, d'échanges participatifs, de décision et d'organisation ; et pour mieux conjuguer nos organisations territoriales, du local au national, à de nouveaux réseaux horizontaux, pour repenser dans l'ensemble de nos organisations une souveraineté globale et décentralisée de nos militants.

### **Ma dernière série de remarques concerne évidemment l'espace de reconstruction d'une gauche de transformation sociale et d'un projet à vocation majoritaire pour reconstruire une perspective de victoires.**

Le succès de Jean-Luc Mélenchon à la présidentielle, avec un score remarquable de près de 20 % des voix, très proche de la qualification au second tour, est la marque d'une évolution qualitative en faveur d'un nouveau projet transformateur humaniste, social et écologique.

Cette dynamique montante depuis 2012, nous y avons pris notre part.

Dans la foulée de ce résultat présidentiel, Jean-Luc Mélenchon et les dirigeants de la France insoumise ont choisi, contrairement à 2012, de donner la priorité à l'installation politique de leur mouvement, en fait de ce nouveau parti, dans le champ politique. Ils ont choisi de le faire dans une concurrence délibérée avec les forces adverses, ce qui est bien normal, mais aussi avec les forces potentiellement partenaires, comme notre parti. Et ils ont l'intention de continuer. La FI a obtenu sur ces bases des résultats significatifs aux élections législatives, très supérieurs aux nôtres, mais aussi très inférieurs à l'élection présidentielle, confirmant le caractère pluriel du vote Mélenchon du 23 avril. Les résultats législatifs permettent à la FI de disposer d'un groupe à l'Assemblée nationale. Si la FI semble vouloir s'affirmer comme une force concurrente à la nôtre, nous ne sommes pas obligés de construire notre stratégie en miroir de la leur. Regardons en effet les motivations de vote.

Si la FI se réfère marginalement à la gauche, voir récuse cette référence, le vote FI à la présidentielle est de fait devenu le vote utile à gauche, et aux législatives il est apparu pour les « électeurs se situant à gauche » comme le 2<sup>e</sup> vote de gauche avec 25 % après « En marche ! » qui, contradictoirement, en rassemble 30 % et se place devant le PS qui est à 22 %.

Les zones de force de la FI sont l'électorat Front de gauche (FG) et les électeurs de Mélenchon à la présidentielle, respectivement à 55 %, les professions intermédiaires à 17 %, les employés à 14 %, les chômeurs à 18 %, les 18-24 ans à 18 % et les 25-34 ans à 21 %.

Malgré son recul par rapport au 1<sup>er</sup> tour de la présidentielle, la FI s'affirme comme la 4<sup>e</sup> force électorale du pays.

Après notre soutien autonome à Mélenchon dans la présidentielle, les résultats de notre parti aux élections législatives sont mauvais. Malgré un ancrage de proximité réel, même de plus en plus inégal, et des batailles militantes de qualité, nous ne résistons pas, faute de crédibilité politique nationale suffisante.

Les 465 candidat-e-s présenté-e-s par le PCF aux élections législatives ont réuni 687 313 voix et 3,17 %/exprimés sur les 539 circonscriptions de France métropolitaine. Ce chiffre est à rapprocher de 2007 où les candidat-e-s présenté-e-s par le PCF en métropole dans le cadre d'un découpage électoral différent avait réuni 1 191 732 voix, 4,71 % des exprimés, et de 2012 où notre Parti avait, dans le cadre du Front de gauche, présenté 408 candidat-e-s qui avaient recueilli 5,5 %/exprimés et 1 368 644 suffrages.

Sur les circonscriptions actuelles, le PCF est au-dessus de 5 % des exprimés dans 81 circonscriptions, contre 248 en 2012 et 127 en 2007.

Si dans les communes de plus de 25 000 habitants ayant un maire communiste l'empreinte de l'activité militante de proximité des communistes permet de rassembler 24 % des exprimés, il n'en reste pas moins que l'enracinement et l'activité territoriale du PCF arrivent de moins en moins à contrebalancer le poids que font peser les rapports de forces dégagés à présidentielle sur le choix des électeurs aux législatives.

Mais, contradictoirement, le PCF, de par ses capacités de rassemblement de tout l'électorat de gauche, réussit à faire élire 11 députés communistes, soit 4 de plus qu'en 2012. Ce qui doit conduire à réinterroger radicalement l'activité de toute l'organisation PCF, sur son rapport



politique à la société française et dans sa capacité à amener les citoyens jusqu'à mettre un bulletin de vote communiste dans l'urne.

Ainsi, notre parti est à la fois confronté au problème institutionnel du présidentielisme de la V<sup>e</sup> République aggravé depuis 2002 par le quinquennat, et qu'il n'a jamais su résoudre depuis 1962, et à la question existentielle de ce que doit être une organisation politique porteuse de l'espérance de transformations sociales communistes au XXI<sup>e</sup> siècle.

Les enquêtes qualitatives sur l'électorat Front de gauche montrent que, si celui-ci crédite le PCF des conquêtes sociales du XX<sup>e</sup> siècle et l'intègre dans le patrimoine historique et politique de la France, reconnaît l'action positive des collectivités gérées par les communistes, il ne le considère pas comme une force apte à comprendre et résoudre les problèmes du XXI<sup>e</sup> siècle.

C'est à cette révolution politique pour notre parti et son projet qu'il convient de s'atteler avec ardeur, car nous avons accumulé au cours des quinze dernières années de nombreux ingrédients indispensables à cette réinvention. Il ne s'agit toutefois pas de pousser un peu plus loin. Il faut changer beaucoup et en profondeur jusqu'à jeter de manière cohérente et progressive les bases de notre nouvelle organisation communiste.

**C'est l'étape fondamentalement nouvelle dans laquelle je vous propose que nous nous engagions.**

Je voudrais souligner une idée. Notre réinvention doit être résolument offensive. Pourquoi ? Parce que notre audace doit être le contraire d'un renoncement. Parce que notre force, avec son originalité culturelle, d'idées, de pratiques et de projet, reste indispensable à la réinvention plus globale d'un projet de transformation majoritaire. Ce que nous n'avons pas réussi, personne ne l'a vraiment réussi. Et je pense à des questions clés pour un processus d'évolutions révolutionnaires dans le XXI<sup>e</sup> siècle.

Alors que certains tentent de marginaliser la pensée nécessaire des rapports d'exploitation, de domination, au profit de la notion exclusive et sublimée d'un « peuple », d'un « eux » et d'un « nous » effaçant l'enjeu des rapports de classe, il est au contraire essentiel de repenser les rapports d'exploitation et de domination à l'échelle du capitalisme mondialisé, pour renouveler les stratégies de conquête des pouvoirs à toutes les échelles, dans une approche tout autant locale, territoriale qu'internationaliste et européenne. Les approches marxistes, les idées communistes déjà élaborées, ou encore à élaborer resteront essentielles.

Il en va de même de la place des nouvelles classes populaires dans les luttes politiques de transformation au XXI<sup>e</sup> siècle. Nous avons tout à reconstruire, et c'est une question clé dans l'entreprise, dans le salariat éclaté, dans les quartiers populaires qui doit être au cœur de notre processus de transformation. Car aujourd'hui, personne n'a résolu cette question sans laquelle tout dépassement des logiques dominantes est illusoire. Je ne parle pas de l'identification de ces forces à un candidat, mais du réinvestissement et de l'intervention politique consciente de ces forces populaires dans les luttes de classes à toutes les échelles. Faire des 99 % une vraie force politique de transformation, voilà l'enjeu !

Je pense à la question démocratique comme condition essentielle de la transformation sociale et écologique de nos modes de vie, de production et de consommation.

La dérive antidémocratique est au cœur des processus de domination. Du passage en force sur le TCE après 2005 au 49-3 sur la loi El Khomri, et maintenant aux ordonnances Macron, c'est une méthode de gouvernement permanente.

L'hégémonie culturelle libérale est en réalité contestée et les réponses libérales ne peuvent s'imposer que dans le refus de la délibération et de la souveraineté populaires. Cadenassées, les institutions font tourner à vide la démocratie. Nous sommes entrés dans ce que certains nomment une « post démocratie ».

La société nous envoie sans cesse à l'opposé le message d'une très forte aspiration à participer, à décider, à prendre l'intérêt commun en charge, aspiration contrariée par le mépris démocratique des pôles dirigeants. Des luttes sociales contre le mépris patronal à Nuit debout, des avancées de l'ESS, des pratiques municipales nouvelles aux interventions citoyennes croissantes sur tous les choix de société..., l'enjeu des pouvoirs est partout présent.

Le Parti communiste doit prendre à bras-le-corps cette question et faire d'une démocratie renouvelée, élargie, continue, radicale, le cœur de son projet, de sa visée, et surtout de ses pratiques. C'est ça le communisme, c'est d'abord ça : le peuple souverain qui conduit lui-même son destin.

Vous l'avez compris, je ne crois pas que l'heure soit à accepter, face à la crise démocratique, et à l'impuissance construite du politique, un « moment populiste », même rebaptisé de gauche, qui substituerait l'identification à la représentation et à la construction de l'intervention, en quelque sorte comme un sas de transition obligé vers une future renaissance démocratique.

« *En marche* !, le Front national et nous, la France insoumise, c'est un monde politique nouveau qui émerge », disait Alexis Corbière un matin de mai sur France Inter. Le « *moment populiste* », produit de la crise démocratique, manifeste « *la désaffiliation des majorités populaires avec les classes politiques en place* », explique, dans les pas de la philosophe Chantal Mouffe, le mélenchoniste Christophe Ventura dans un débat de *l'Humanité*. Il y aurait donc là une tactique ou une stratégie ou, pour le citer, « *une boîte à outils* ». D'abord on dégage et ensuite, comme le dit Ventura, « *ça peut contribuer à revivifier (la démocratie), à réinstaller un équilibre entre la société et la démocratie* ».

Oui, ça peut... Ou pas ! Car ça peut aussi glisser vers un tout autre régime... Ne jouons pas avec ce feu.

Je crois pour ma part à l'invention d'une tout autre stratégie, à condition bien sûr que nous nous donnions les moyens d'en être à la hauteur : celle de la conquête citoyenne, en tous lieux et en toutes circonstances, progressive ou plus globale, mais toujours dans l'avancée de droits et de pouvoirs nouveaux pour le plus grand nombre.

Évidemment, cela appelle une nouvelle organisation, plus seulement territoriale et généraliste comme la nôtre, mais centrée sur sa capacité à animer jusqu'à des victoires partielles et globales des fronts de lutte et de conquête, à pousser jusqu'à la majorité et à l'hégémonie des projets et des idées minoritaires à potentiel majoritaire. C'est alors, évidemment, une conception profondément renouvelée du rassemblement, recentrée sur la construction populaire.

Voilà, chers camarades, quelques idées sur l'ambition qui devrait nous animer. Ces réflexions n'ont aucune prétention exhaustive. Elles visent seulement à donner un cap, un sens aux propositions que je veux maintenant vous faire.

## **Je propose donc que nous avancions sur trois terrains en même temps :**

- 1) Lancer un processus de profonde transformation du Parti, aboutissant à un congrès extraordinaire avant la fin 2018.
- 2) Lancer des fronts de riposte et d'action immédiats.
- 3) Lancer un débat national « Réinventer à gauche » avec tous les citoyens disponibles pour ce travail

Je détaille ces propositions :

1) A partir d'une évaluation critique de notre situation, de nos potentiels et de nos échecs, je vous propose de lancer un processus de profonde transformation de notre parti. Il serait mené à partir de chantiers de travail ouverts à tous les communistes. Nous donnerions comme ambition à ce processus la préparation d'un Congrès extraordinaire au terme d'un travail de 12 à 18 mois sur la révolution dont a besoin notre parti.

Je veux dire immédiatement plusieurs choses. Si j'emploie des mots forts, et il nous est déjà arrivé de le faire, je ne cherche pas à me payer de mots. L'humilité est nécessaire. Une fois l'ambition énoncée, et je crois qu'elle doit être à ce niveau, la seule garantie que nous puissions nous donner est celle du travail collectif.

Si je parle de congrès extraordinaire, je n'imagine pas une préparation avec les textes habituels. Ma proposition est différente : j'imagine des chantiers de transformation concrets travaillés dans les 12 ou 18 mois à venir, dont les thèmes devraient être décidés avec les communistes dans une première phase de consultation, et qui aboutiraient à des préconisations de transformation effectivement expérimentées dans la préparation, validées et prolongées lors du Congrès extraordinaire.

Décider avec les communistes la liste de ces chantiers de transformation serait donc la première étape. Elle durerait du CN d'aujourd'hui, après l'adoption d'une résolution votée demain, jusqu'à une assemblée nationale des animateurs et animatrices de section que nous pourrions convoquer pour le 14 octobre.

Cette assemblée voterait la liste définitive de ces chantiers de travail, élirait les collectifs d'animation chargés de les animer, et déciderait de la date à laquelle nous convoquons le congrès extraordinaire.

Vous le savez, le Congrès du Parti est à ce jour fixé au mois de juin 2019.

Je propose d'avancer cette date avant l'été 2018 ou à l'automne 2018, selon ce que nous estimerons nécessaire pour mener à bien ce processus de transformation profonde du Parti.

Je vais faire dans quelques instants une première proposition de thèmes pour les chantiers. Après discussion, nous pourrions mettre à disposition des communistes cette liste, qui resterait évidemment totalement modifiable à ce stade, avec la résolution adoptée et généraliser au cours de l'été des comptes rendus du CN pour bien s'expliquer sur la démarche engagée, la méthode et le rythme envisagés.

Nous élaborerions au cours de l'été un document de consultation des communistes en vue de l'assemblée nationale d'octobre.

Pour l'élaborer, je vous propose qu'il soit conçu et validé avec les membres du CN, réunis en séminaire à Angers pendant l'université d'été, le vendredi 25 août, à partir d'un travail préparatoire de l'exécutif national. La consultation des communistes ayant lieu du 1<sup>er</sup> au 30 septembre, avec un grand effort militant lors de la Fête de l'Humanité. Elle aurait comme support un document papier mais aussi des outils de consultation numérique, par exemple des wikidébats mis en place début septembre.

Les sympathisants, les contacts que nous avons, les communistes de cœur pourraient également être sollicités, en faisant une distinction dans les documents pour recueillir leur avis.

À partir de l'assemblée nationale d'octobre, commencerait une seconde phase, celle du travail des chantiers décidés à partir des choix majoritaires des adhérent-e-s de notre parti.

Il s'agit donc de construire un Congrès qui jetterait les bases des fondations nouvelles de notre organisation communiste repensée. Une phase de préparation où nous pourrions expérimenter, tester des formes de travail commun, de préparation inédite.

Notre Conseil national aura à travailler pour faire un questionnaire simple, concret, avec plusieurs questions ouvertes, pour permettre d'avoir un vrai menu de travail clair et transparent.

Se pose une autre question, celle de l'animation de tous ces chantiers, et de la préparation de ce congrès. Il faut trouver des modes de pilotage qui soient larges et ouverts, qui ne peuvent pas être l'apanage du seul CEN. Le travail de préparation d'été du CEN et du CN devrait également porter sur ce point. Il devrait également porter sur une décision que nous n'avons pas mise en œuvre, et j'en assume le retard, et que nous pourrions régler d'ici la Fête de l'Humanité, la mise en place d'un porte-parolat collectif du Parti.

À propos de ces questions d'animation, dans deux tribunes publiées mercredi dans *l'Humanité*, des camarades suggèrent pour les uns la démission de la direction et la mise en place d'un collectif de direction provisoire, et pour d'autres la mise à disposition devant les communistes de notre mandat de direction.

Personnellement, je ne crois pas qu'une démission collective soit le signal interne et externe qu'il nous faille envoyer. Évidemment, si les communistes convoquent en octobre un congrès et mettent à l'ordre du jour la question de la direction, de sa conception, de son travail, nos mandats seront naturellement versés au débat. Je ferai d'ailleurs partie de ceux-là en posant la question de la direction en rapport avec les nouveaux objectifs que nous nous serons fixés. D'ici là, je crois responsable que nous nous engagions tous dans la réussite d'un tel processus qui sera très exigeant s'il veut être réussi.

J'en viens aux thèmes des chantiers. Ma proposition est une manière d'amorcer le débat. J'en énonce sept :

- Comment redevenir le parti des classes populaires, au travail, à l'entreprise et dans les quartiers populaires ? Comment les définir ? Quelles priorités se donner ?

- Quelle stratégie de transformation concrète de la société ? Comment devenir un parti de la conquête citoyenne ? Comment faire vivre et progresser notre projet ? À partir de quelles aspirations de la société ? À quelle échelle de territoire ? Dans quelles luttes ?

- Comment, à partir de nos bonnes pratiques locales et du travail de nos élu-e-s, de toutes nos expérimentations militantes, construire des outils de notre stratégie nationale de transformation sociale ?

- Quel rassemblement voulons-nous, avec qui, comment ? Avec quels objectifs ? Conquérir des lieux de pouvoirs et les exercer ? Pour quoi faire ? Avec qui ?

- Quel nouveau modèle d'organisation ? Quelle nouvelle forme d'organisation démocratique révolutionnaire qui fabrique du commun, lie la décentralisation de l'initiative, la démocratisation des décisions, fait grandir le pouvoir citoyen et militant à toutes les échelles ? Quelle place pour les nouvelles plateformes numériques ? Quels nouveaux usages collaboratifs et démocratiques ?

- Comment reconstruire notre communication et notre identification ? De quelle question politique s'agit-il ? Comment refonder des repères et des symboles forts ?

Permettez-moi une parenthèse sur cette question : la question du nom de notre parti viendra inévitablement à cet endroit, bien qu'elle ne soit probablement pas l'entrée la plus pertinente ou la plus féconde. Mais nous ne devrions pas non plus en faire un tabou. Le cœur de notre problème est autre : à quoi et à quel nom s'identifie notre communisme d'aujourd'hui ? Personnellement, je pense que nous devrions pousser la piste du « commun », cette idée tellement fondatrice de ce que nous sommes, et tellement d'actualité à l'heure de repenser l'avenir de l'humain et de la planète comme des biens communs de l'humanité libérée et émancipée à laquelle nous aspirons. Le commun, c'est d'ailleurs aussi les moyens de réappropriation du politique.

- Quels moyens humains et financiers pour mettre en œuvre ces politiques ? Comment les organiser compte tenu de nos objectifs et de ce que sont réellement ces moyens aujourd'hui ?

Sur ce point, je fais une exception par rapport aux autres points, puisque je propose, compte tenu des urgences à traiter, que nous mettions immédiatement et sans attendre ce groupe de travail en place sous la responsabilité de Jean-Charles Nègre. Nous avons besoin d'une remise à plat globale, dans un périmètre large, de l'ensemble de nos moyens, en recherchant toutes les mutualisations possibles, direction nationale et grandes fédérations, élus, journaux et revues.

**J'en viens aux propositions d'action et de riposte.**

**- La première des batailles inscrite à l'agenda présidentiel et parlementaire est donc celle des ordonnances contre le Code du travail.**

Le projet de loi d'habilitation sera présenté mercredi 28 juin et l'Assemblée en sera immédiatement saisie. Nous pourrions amplifier tout l'été un travail d'information, de sensibilisation et de mobilisation sous le label déjà lancé : « L'été ce n'est pas fait pour casser le Code du travail », en portant à la connaissance du plus grand nombre notre projet de loi pour la sécurité d'emploi et de formation, en travaillant avec nos groupes, avec les syndicats, avec les collectifs d'avocats et de juristes mobilisés.

Nous pourrions cibler dans les conditions particulières de l'été les entreprises, les grandes zones d'emplois saisonniers, les services publics où beaucoup de salariés ne sont plus fonctionnaires, et évidemment les quartiers, les zones de loisirs et les zones résidentielles où vivent ces salariés.

Les grands rendez-vous auront lieu en septembre, les syndicats y travaillent et pour ce qui nous concerne à la Fête de l'Humanité.

Il s'agirait pour nous d'engager un travail de plus longue haleine pour animer dans la durée nos actions sur le thème du travail, de l'emploi et de la formation, en travaillant la popularisation de nos propositions, de l'action de nos élu-e-s, dans toutes les luttes menées.

Nous voulons un front de luttes durable, qui soit aussi un champ d'expérimentation de pratiques politiques nouvelles en direction du monde du travail. Ce travail trouverait lui aussi un débouché au congrès, notamment dans la promotion de plus de cadres dans nos directions investis dans ce travail militant en direction du monde de l'entreprise dans sa diversité.

**- La seconde des batailles pourrait porter sur la démocratie et la protection de nos libertés publiques.**

La déformation de la représentation démocratique a été mise en exergue par l'ampleur de l'abstention aux législatives. La France va découvrir dans les semaines et les mois à venir la supercherie d'un renouveau politique qui n'a fait que renforcer le poids des milieux d'affaires et de la techno-structure au Parlement.

Nous devons porter avec audace nos propositions, pour des institutions qui réhabilitent la représentation populaire par la proportionnelle à toutes les élections, qui en finissent avec la présidentialisation de la vie politique, qui ouvrent l'exercice du droit de vote aux étrangers non communautaires. Une République décentralisée qui redonne du pouvoir, un pouvoir réel aux communes, un statut aux élus pour s'opposer à la professionnalisation mais aussi à l'exclusion des salarié-e-s et précaires des responsabilités politiques.

Je fais une proposition. Puisque le Président de la République et le Premier ministre annoncent qu'ils réfléchissent à l'introduction d'une dose de proportionnelle, et que nous savons leur proposition piégée et détournée par la réduction drastique du nombre de parlementaires, ouvrons en grand le débat sur la représentation populaire et pluraliste de notre pays dans ses assemblées. Le Parti communiste pourrait prendre l'initiative d'un comité national de campagne, ouvert à toutes les sensibilités, pour l'instauration de la proportionnelle intégrale, pour laquelle 70 % des Français viennent de se prononcer, et la démocratisation de nos institutions. Nous pourrions demander à deux de nos parlementaires, un ou une député-e et un ou une sénateur-trice d'initier ce comité national de campagne.

Nous aurons aussi à conduire la bataille contre la transcription des dispositions de l'état d'urgence dans la loi commune, qui ferait de la législation française la plus restrictive d'Europe. Ces batailles peuvent peut-être se conjuguer ou s'épauler.

Nous pourrions là aussi mener des campagnes dans la durée, en recherchant les formes de communication sur les réseaux sociaux et les formes de la participation populaire les plus larges possibles. Car typiquement, ce sont des objectifs sur lesquels nous devrions viser une mise en mouvement majoritaire.

**- La troisième campagne pourrait viser l'amplification de nos actions de solidarité concrètes durant l'été.**

Les plus connues sont nos sorties à la mer et nos journées de vente solidaire de fruits et légumes. Plusieurs dizaines de milliers de personnes sont concernées au total. Le réseau de ces actions a commencé à se densifier. Nous devrions l'impulser en visant l'organisation de notre parti à plus long terme dans les quartiers populaires.

Ces magnifiques journées de solidarité concrète montrent qu'en s'organisant solidairement, on peut vivre un rêve qui, seul face à son destin, était interdit. Nous devrions généraliser ces initiatives. Nous devrions réfléchir à leur donner un prolongement, sous d'autres formes, tout au long de l'année. Et nous devrions réfléchir comment cet axe permanent d'action pourrait donner lieu à la construction d'une bataille avec ces familles populaires, pour débarrasser notre société du fléau de la grande pauvreté.

Plus un homme, plus une femme, plus une famille à la rue. Plus personne interdit de manger à sa faim, plus personne privé d'énergie ou d'eau. Le Parti communiste doit devenir la force politique qui doit faire de cette question une grande cause nationale. N'est-ce pas ainsi que les idées de solidarité et de mise en commun peuvent reconquérir de la place dans les consciences ?

De la sécurité sociale au statut de la fonction publique, des colonies de vacances aux expériences locales de démocratie participative, des théâtres publics dans les villes de la banlieue rouge aux expériences de gratuité des transports, notre pays bénéficie d'un héritage communiste qui marque sa personnalité. Le temps est venu de nouvelles pratiques, de nouvelles conquêtes qui laisseront leurs marques communistes pour les générations de demain.

**- La quatrième bataille d'été, ou plus exactement de rentrée, pourrait concerner l'école.** Dans la foulée de la réforme du collège, le pouvoir veut repartir à la charge sur un projet éducatif inégalitaire. La question des rythmes scolaires est toujours sur la table. Le gouvernement a promis 12 élèves par classe de CP en ZEP, suscitant des espoirs qui ne seront pas au rendez-vous. Nous pourrions décider une semaine de mobilisation nationale à la porte des établissements scolaires la semaine de la rentrée, avec un modèle de tract national popularisant nos propositions.

**Enfin, je veux dire un mot de la question européenne.**

Macron se présente comme l'homme capable de relancer le projet européen, mais ce qu'il annonce nous promet surtout une Europe de la défense et rien pour sa réorientation sociale, aucune remise en cause des dogmes de gestion financière et budgétaire. Dans toute l'Europe, des forces démocratiques cherchent la voie de convergences plus efficaces. Sur notre proposition et à l'initiative du PGE et de forces de gauche et écologistes plus larges se prépare le forum européen de Marseille pour les 10 et 11 novembre. Et dans deux ans auront lieu les prochaines élections européennes. Je propose que nous mettions sans tarder en place un groupe de travail qui déploie un chantier d'actions sur l'enjeu européen, sous la responsabilité d'Anne Sabourin et de nos députés européens. Ce chantier pourrait prendre place au cœur de notre travail de préparation du congrès extraordinaire.

Je veux terminer en vous soumettant une ultime proposition : **Initier un débat avec tous ceux qui le souhaiteront pour « réinventer à gauche ».**

Nous le savons, la gauche sort abîmée, brouillée, discréditée de la séquence électorale. Pourtant, des millions et des millions de femmes et d'hommes qui ont le cœur à gauche sortent meurtris et déboussolés de cette année électorale. Beaucoup ont voté par défaut ces derniers mois.

Nous devons parler et reconstruire avec eux. Il ne s'agit pas pour le moment de se relancer dans je ne sais quelle construction hasardeuse. Il ne s'agit pas de « sauver la gauche », mais pas non plus de laisser sombrer ce qui a fait historiquement la gauche, et qui sera utile à reconstruire un projet positif pour la France, l'Europe et le monde, à réinventer un projet émancipateur du XXI<sup>e</sup> siècle.

Je vous propose une démarche simple et forte, conduite au niveau national et dans chacun de nos départements : établir la liste de tous ceux que nous connaissons, avec lesquels nous avons travaillé, qui peuvent être intéressés à reconstruire et à réinventer avec nous. Ce sont des militants, des élus locaux, des responsables associatifs, syndicaux, des intellectuels, des scientifiques, des femmes et des hommes de culture, des femmes et des hommes tout simplement engagés dans des causes diverses. Et leur écrire, en les informant de ce que nous engageons, en leur proposant de les rencontrer, en leur demandant leurs idées, leurs suggestions, en construisant avec eux tous les espaces de dialogue utiles à poursuivre dans la durée l'échange et la construction de nouvelles perspectives.

L'état de défiance est tel que nous devons nous donner le temps de cette nouvelle élaboration pour pouvoir à nouveau imaginer, rêver, et construire ensemble.

J'ai la conviction que ces femmes et ces hommes sont nombreux autour de nous et peuvent se mobiliser, pour peu que nous fassions appel à eux, à leur intelligence et à leur créativité dans le respect mutuel.

Je vous engage, membres du CN, fédérations, à faire vivre cette démarche dans chaque territoire.

Pour ma part, dès cet été, je prendrai des initiatives de sollicitations et de rencontres en invitant plusieurs centaines de personnalités à deux rencontres de travail, la première lors de l'université d'été de notre parti à Angers et la seconde lors de la Fête de l'Humanité. La lettre que je leur adresserai dans les prochains jours sera adressée aux fédérations.

Je conclus justement en évoquant devant vous l'importance de ces deux rendez-vous de rentrée. L'université d'été à Angers du 25 au 27 août, au cours de laquelle la nouvelle formule de notre *Revue du projet*, rebaptisée « *Cause commune* », fera événement. Et bien évidemment la Fête de l'Humanité, du 15 au 17 septembre.

Nous le ressentons tous, cette Fête, dans le contexte politique que nous connaissons et considérant les enjeux et les chantiers de refondation que nous voulons engager, aura une importance décisive, et peut avoir un énorme retentissement politique public.

Je vous invite, ainsi que toutes les organisations du Parti, à vous saisir dès-à-présent de la diffusion de la vignette pour participer et faire participer le maximum de personnes pour faire de la Fête de l'Humanité le rendez-vous de la riposte, de la reconstruction, de la réinvention.

Demain soir, l'espace Niemeyer accueillera une magnifique initiative de soutien culturel au journal, « Itinéraires d'Humanité ». Après ce premier lancement public, le lancement militant national de la diffusion de la vignette de la Fête, animée par Nathalie Simonnet, se tiendra le mercredi 28 juin au siège du Parti communiste, en présence de Patrick Le Hyaric, de nos député-e-s et de moi-même.